



Pour diffusion immédiate : 13/7/2022

GOVERNEURE KATHY HOCHUL

**LA GOUVERNEURE HOCHUL ET LA PROCUREURE GÉNÉRALE JAMES
ANNONCENT LE DÉPÔT OFFICIEL DU DÉCRET DE CONSENTEMENT AYANT
FORCE OBLIGATOIRE VISANT À CONTENIR L'INTÉGRALITÉ DU PANACHE
NAVY-GRUMMAN**

***Northrop Grumman et l'U.S. Navy se sont toutes deux officiellement engagées à
procéder à un nettoyage historique empêchant une nouvelle propagation de la
contamination***

***Northrop Grumman accepte de payer 104,4 millions \$ au titre des dommages
causés aux ressources naturelles afin de lancer des projets de nettoyage, de
création de réseaux publics d'approvisionnement en eau et de protection de
l'aquifère***

***Des travaux sont déjà en cours pour protéger et restaurer l'aquifère de Long
Island, seule source d'eau***

La Gouverneure Kathy Hochul et la Procureure générale Letitia James ont annoncé aujourd'hui le dépôt d'un décret de consentement auprès du tribunal qui impose officiellement à Northrop Grumman de définir un plan complet visant à contenir et nettoyer le panache d'eau souterraine associé aux installations de Northrop Grumman situées à Bethpage et au site Naval Weapons Industrial Reserve Plant à Bethpage. La maîtrise de l'intégralité de ce panache d'eau souterraine empêchera toute nouvelle propagation de la contamination de l'approvisionnement en eau des communautés voisines et permettra aux riverains de retrouver une certaine tranquillité d'esprit.

« Tous les New-Yorkais doivent pouvoir bénéficier d'un accès à de l'eau potable de qualité, et nous continuerons à prendre des mesures ambitieuses et vigoureuses afin de protéger notre environnement et de veiller à ce qu'il soit exempt de toute contamination », **a déclaré la Gouverneure Hochul.** « Grâce à cet accord historique, nous rendons justice aux communautés de Long Island qui subissent depuis trop longtemps les effets néfastes du panache d'eau souterraine, tout en obligeant les pollueurs à rendre des comptes eu égard à leurs agissements. Garantir la santé et la sécurité de nos communautés constitue l'une des priorités absolues de cet État, et nous

continuerons à faire en sorte qu'une source d'eau potable fiable soit mise à la disposition de toutes les générations futures de New Yorkais. »

La Procureure générale Letitia James a déclaré ce qui suit : Depuis des dizaines d'années, Northrop Grumman savait que des substances toxiques s'échappaient de ses sites d'élimination des déchets dangereux, substances qui s'écoulaient dans la seule source d'eau potable de Long Island. Mais pendant des décennies, Northrop Grumman a nié toute responsabilité. Les habitants de Long Island ont payé le prix des négligences de l'entreprise mais aujourd'hui, nous contraignons enfin Grumman à remédier à ses atteintes à l'environnement en versant des indemnités aux municipalités et à l'État qui ont dû réparer les dégâts. Face à la décision irresponsable de la Cour suprême de limiter la capacité de l'EPA à réglementer les émissions nocives des entreprises, je souhaite plus que jamais atténuer les dommages causés par des entreprises telles que Northrop Grumman. Je vais continuer de travailler avec mes partenaires gouvernementaux afin de veiller à ce qu'aucune des personnes coupables d'atteintes à l'environnement, à nos ressources naturelles et au futur de nos enfants ne s'en sorte indemne. »

« Ce décret de consentement est une mesure nécessaire afin de garantir la sécurité de notre environnement et de notre eau potable dans la zone où se trouvent les installations de Northrop Grumman », **a déclaré le Lieutenant-gouverneur Antonio Delgado.** « Nous avons le devoir de nous assurer que nos enfants bénéficieront d'un environnement sûr où ils pourront grandir et s'épanouir et cette mesure apportera ce confort et cette tranquillité d'esprit à la communauté de Bethpage. »

Le décret définitif reflète l'accord conclu entre l'État de New York et Northrop Grumman qui définit la portée du nettoyage de Grumman, impose le remboursement des frais engagés par l'État, et déclare Northrop Grumman responsable de dommages causés aux ressources naturelles (Natural Resource Damages, NRD). L'accord prévoit également un programme de participation citoyenne plus efficace, comprenant le financement par Grumman d'un groupe de travail chargé de la participation citoyenne qui permettra à l'ensemble des parties prenantes intéressées d'avoir un meilleur accès aux informations et de formuler des commentaires quant au nettoyage de l'entreprise dont la gestion est assurée par le DEC. Pour la première fois, le décret comprend un calendrier quinquennal, qui court à compter de la date d'entrée en vigueur du décret une fois adopté par le tribunal, et impose à Grumman de mener tous les travaux de construction prévus dans l'accord. Il tient également compte des retours des communautés reçus dans le cadre d'une période de consultation publique sur le projet de décret de consentement en enjoignant à Northrop Grumman de procéder à des paiements NRD supplémentaires destinés aux secteurs d'approvisionnement en eau touchés et en préservant expressément le droit de la ville d'Oyster Bay à engager des poursuites à l'encontre des parties responsables.

Comme indiqué précédemment, Northrop Grumman a accepté de payer 104,4 millions \$ au titre des NRD afin de lancer des projets de nettoyage, de création de réseaux publics d'approvisionnement en eau et de protection de l'aquifère associé au panache.

Au total, 63,5 millions \$ relèvent des dommages-intérêts NRD, 29 millions \$ étant attribués au secteur d'approvisionnement en eau de Bethpage, 12,5 millions \$ au secteur d'approvisionnement en eau de South Farmingdale, et 22 millions \$ à l'État de New York à des fins d'utilisation dans des projets de restauration. Dans le cadre du décret de consentement, Northrop Grumman versera en plus 40,9 millions \$ pour un nettoyage supplémentaire conformément à l'accord de règlement.

Le décret de consentement impose à Northrop Grumman de maîtriser les rives orientale et méridionale du panache, en procédant à un retrait plus important des contaminants dans la partie centrale du panache. Plus précisément, Northrop Grumman est en cours de conception et de forage de puits de rétention dans la zone orientale-centrale et sud-est du panache afin d'éviter une nouvelle propagation dans cette zone et d'offrir une protection supplémentaire aux puits d'approvisionnement en eau publics avoisinants. Ces puits, ainsi que d'autres mesures requises en vertu du décret de consentement, faciliteront l'élimination des composés organiques volatils et des substances dangereuses libérés par ces installations, dont le trichloréthylène et le 1,4-dioxane.

Les travaux entrepris suite à la finalisation du décret de consentement comprennent le lancement par Northrop Grumman d'une enquête préliminaire du quadrant sud-est du panache. Cette enquête prévoit l'exécution de forages dès cet été afin d'accélérer l'installation de puits d'extraction.

De plus, l'U.S. Navy, après négociation avec le DEC, mettra en œuvre des éléments de l'ensemble complet de mesures correctives dans les zones du panache dont le nettoyage incombe à la Navy. Ces mesures visent tout particulièrement à s'occuper de la partie occidentale du panache Navy-Grumman. L'U.S. Navy s'acquittera de ses obligations conformément à l'explication des écarts significatifs qui a été finalisée en septembre 2021.

Ces mesures ainsi que les travaux menés par la Navy à l'intérieur et en marge du panache permettront de maîtriser le panache et d'accélérer son nettoyage. En outre, l'ensemble des parties ont accepté de surveiller attentivement la maîtrise et le mouvement du panache de sorte à garantir l'efficacité continue des mesures correctives et de procéder, conformément aux accords, aux ajustements requis afin d'atteindre les objectifs du plan de nettoyage.

Depuis 2020, l'U.S. Navy et Northrop Grumman ont déjà réalisé d'importants progrès dans la mise en œuvre des mesures correctives requises, dont le lancement de l'installation d'un réseau de puits d'extraction permettant de contenir et d'assainir, au niveau hydraulique, le panache contaminé. Par exemple, la Navy a commencé la construction d'une usine de traitement des eaux souterraines de pointe, qui devrait entrer en service dans le courant de cette année, a installé quatre des six puits d'extractions requis, a commencé à installer des conduits de transfert des puits d'extraction à l'usine de traitement, et a réhabilité deux bassins de recharge dédiés à la gestion des eaux traitées, entre autres travaux en cours.

Dans le cadre d'un système d'extraction et de traitement des eaux souterraines visant à répondre aux problèmes de contamination au sud du Bethpage Community Park, Grumman a également lancé la construction d'une nouvelle usine de traitement des eaux souterraines qui devrait entrer en service d'ici la fin de l'été 2022, a achevé l'installation des conduits de transfert sur plus de 3300 mètres, et a commencé à équiper trois puits d'extraction. Northrop Grumman et la Navy ont également toutes deux continué à exploiter trois systèmes d'extraction et de traitement des eaux souterraines existants afin de supprimer les contaminants de l'aquifère de Long Island, seule source d'eau (plus de 9 tonnes de contaminants ont été éliminés depuis la mise en service du premier système en 1998). Les travaux visant à répondre aux autres exigences sont en cours et seront suivis de très près par le DEC.

En plus des mesures de mise en œuvre du nettoyage prises par l'U.S. Navy et Grumman, l'État de New York tâche de contraindre d'autres parties potentiellement responsables d'atteintes à l'environnement de déployer les efforts requis dans les zones sinistrées dont l'U.S. Navy et Grumman ne sont pour l'instant pas responsables. Si le DEC n'est pas en mesure d'identifier les parties potentiellement responsables pour remettre en état ces zones, l'État de New York procédera au nettoyage qui s'impose.

De plus amples informations relatives au nettoyage Navy-Grumman sont disponibles [ici](#).

Basil Seggos, commissaire du Département de la protection de l'environnement, a déclaré ce qui suit : « Avec ce décret, l'État de New York honore notre engagement à exiger des comptes aux pollueurs et à protéger les communautés touchées par des dizaines d'années de contamination causée par les activités de Grumman et de l'U.S. Navy. Le Département de la protection de l'environnement a reçu de précieux retours sur ce décret de la part des habitants et dirigeants locaux et poursuivra son étroite collaboration avec le public étant donné que ce nettoyage complexe et efficace est mené afin d'assurer une pleine maîtrise du panache à des fins de protection de la santé publique et de l'environnement. »

Chuck Schumer, sénateur, a déclaré ce qui suit : « Après des années de lutte aux côtés des communautés de Long Island et de l'État de New York, ce décret de consentement, qui est le bienvenu, contraint Grumman et la Navy à procéder à un grand nettoyage, et garantit que les fonds requis seront versés à New York et aux secteurs d'approvisionnement en eau locaux qui se trouvent en première ligne de ce combat. Je poursuivrai la lutte avec la Gouverneure Hochul et la Procureure générale James afin de préserver l'approvisionnement en eau potable des habitants et de veiller à ce que la Navy et Grumman mettent en œuvre toutes les mesures requises pour achever le nettoyage du panache. »

Todd Kaminsky, sénateur, a déclaré ce qui suit : « Les aquifères de Long Island font partie intégrante de ce qui fait que Long Island est si spécial. En adoptant ce décret, l'État prend des mesures fortes visant à obliger les pollueurs de notre eau à répondre de leurs actes, garantissant ainsi notre capacité à fournir une eau potable, salubre et de

bonne qualité à nos générations futures. Je remercie la Gouverneure Hochul pour son leadership et l'aide apportée à la protection de nos communautés. »

Kevin Thomas said, sénateur, a déclaré ce qui suit : « Le nettoyage du panache Grumman a été l'une de mes priorités depuis mon entrée en fonction. Je félicite la Gouverneure Hochul et la Procureure générale James d'être parvenues à conclure un accord avec Northrop Grumman, accord qui a été élaboré en tenant compte des retours et intérêts de la communauté, tout en protégeant les contribuables de Long Island. L'octroi de ces fonds indispensables constitue une victoire historique pour les habitants de Long Island, dans la mesure où ils seront utilisés afin d'apporter un soutien aux secteurs d'approvisionnement en eau locaux et à leur engagement continu eu égard à la protection de notre eau potable. »

John Brooks, sénateur, a déclaré ce qui suit : « Le panache de Bethpage gâche la vie des habitants de Long Island depuis bien trop longtemps sans qu'une solution viable ne soit apportée. En concluant cet accord d'engagement avec Northrop Grumman, la Gouverneure Hochul et la Procureure générale James ont de toute évidence accompli ce que personne avant elles n'avait été capable de faire : élaborer un plan complet visant à contenir et nettoyer les eaux souterraines contaminées et améliorer la santé et la sécurité des personnes touchées. Le panache étant de la plus haute importance pour ma circonscription et une de mes priorités pour les années à venir, je félicite la Gouverneure Hochul et la Procureure générale James pour leur leadership sur cette question majeure. »

Jim Gaughran, sénateur, a déclaré ce qui suit : « Je souhaite remercier la Gouverneure Hochul et la Procureure générale James qui ont travaillé d'arrache-pied afin d'obliger Northrop Grumman à réparer les dommages qu'elle a causés à notre aquifère. C'est une grande journée pour notre environnement, notre eau potable et le futur de notre île. »

Anna M. Kaplan, sénatrice, a déclaré ce qui suit : « Toutes les communautés de Long Island sont menacées par la pollution des eaux souterraines, et il faut impérativement que nous fassions tout notre possible afin de réparer les dégâts de notre passé industriel, tout en exigeant des pollueurs qu'ils rendent compte de leurs agissements. Je suis ravie que la Gouverneure Hochul mette fin au problème majeur du panache Grumman avec un plan de réhabilitation détaillé et complet visant à protéger les contribuables de Long Island, et je suis fière d'être à ses côtés dans ces efforts soutenus de préservation de l'eau potable à Long Island. »

Steve Englebright, membre de l'Assemblée, a déclaré ce qui suit : « L'annonce d'aujourd'hui constitue une avancée historique dans la réparation des injustices environnementales liées au panache de Bethpage. En tant que seule source d'eau potable à disposition de nos habitants, nous devons tenir pour responsables les pollueurs de notre eau. Je félicite la Gouverneure et la Procureure générale d'avoir mené à bien cette initiative. »

David G. McDonough, membre de l'Assemblée, a déclaré ce qui suit : « J'apporte mon soutien à l'initiative menée par la Gouverneure et la Procureure générale, indispensable à des fins de protection de l'environnement et notamment de notre approvisionnement en eau à Long Island. »

John Mikulin, membre de l'Assemblée, a déclaré ce qui suit : « En ma qualité de législateur d'État, je n'ai cessé d'apporter mon soutien aux initiatives visant à protéger notre approvisionnement en eau et à tenir les pollueurs pour responsables des coûts d'assainissement du panache Grumman. Le décret de consentement déposé aujourd'hui constitue une étape importante permettant de déclarer Grumman responsable de la contamination de notre système d'approvisionnement en eau et de lui imposer des sanctions financières. J'ai également conscience des travaux qui restent à effectuer et j'ai hâte de continuer à travailler avec les agents étatiques et locaux de sorte à garantir un environnement sain pour les personnes qui habitent dans ou aux alentours de la zone du panache. »

Michael Durso, membre de l'Assemblée, a déclaré ce qui suit : « Je salue le dépôt du décret de consentement qui déclare Grumman responsable de la pollution de nos eaux souterraines, et je remercie mon prédécesseur, Joseph Saladino, superviseur de la ville d'Oyster Bay, pour les travaux qu'il a menés au sein de l'Assemblée de l'État et qui ont permis cet accomplissement. En tant que membre de l'Assemblée, j'ai hâte de poursuivre cette étroite collaboration avec la Gouverneure Hochul, le DEC, la ville d'Oyster Bay et les secteurs d'approvisionnement en eau locaux, afin de protéger l'environnement et l'approvisionnement en eau pour Bethpage et les communautés alentours. »

Joseph Saladino, superviseur de la ville d'Oyster Bay, a déclaré ce qui suit : « La loi que j'ai élaborée au sein de l'Assemblée de l'État a aujourd'hui franchi une nouvelle étape avec le dépôt du décret de consentement qui déclare Grumman responsable des pollutions causées par le passé et lui impose des sanctions financières. Même s'il reste encore beaucoup à faire, je suis fier que nos efforts collectifs, avec la Gouverneure Hochul, le DEC, la ville d'Oyster Bay et les secteurs d'approvisionnement en eau locaux, permettent de protéger Bethpage et les communautés alentours du panache et du risque auquel il expose notre communauté, l'environnement et l'approvisionnement en eau. »

Michael J. Boufis, intendant en chef du secteur d'approvisionnement en eau de Bethpage, a déclaré ce qui suit : « Le dépôt d'aujourd'hui marque la fin d'un long chapitre et le début d'un nouveau pour la communauté de Bethpage. Au nom du secteur d'approvisionnement en eau de Bethpage, je souhaite remercier tous ceux qui ont participé à ce processus et nous ont aidés à arriver là où nous en sommes aujourd'hui. Je souhaiterais remercier personnellement le commissaire Seggos et le commissaire adjoint Brand pour leur soutien indéfectible. Qu'il s'agisse d'une pollution de longue date ou de nouvelles menaces émergentes, le secteur d'approvisionnement en eau de Bethpage défendra toujours notre communauté, nos clients et la qualité de notre eau potable. »

Kevin Reilly, intendant en chef du secteur d’approvisionnement en eau de Massapequa, a déclaré ce qui suit : « Nous sommes ravis que Northrop Grumman ait accepté le compte rendu de décision amendé qui prévoit l’endiguement de l’avancée du panache et la protection de l’approvisionnement public en eau potable. Nous saluons les efforts entrepris par le DEC afin de mener à bien ce projet. »

###

Des information complémentaires sont disponibles sur www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418